



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.214/4
du 24 janvier 2024

advies 75.214/4
van 24 januari 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal
du 23 mars 1998 relatif
au permis de conduire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het koninklijk besluit van
23 maart 1998 betreffende
het rijbewijs'

Le 22 décembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 janvier 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 janvier 2024.

*

Op 22 december 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 januari 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Le projet examiné est soumis à la procédure d'association renforcée des gouvernements de région, prévue par l'article 6, § 4, 3^o, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Dans le cadre de cette procédure, le Gouvernement wallon a formulé le 7 décembre 2023 l'observation suivante :

« Le Gouvernement, après avoir pris connaissance du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, s'interroge sur la compatibilité de l'article 27, 1^o, du projet avec la Directive 2006/126/CE sur le permis de conduire.

La Directive 2006/126/CE relative au permis de conduire (article 4.5) permet d'exclure de son champ d'application, 'les véhicules utilisés par les forces armées ou la défense civile ou qui sont sous le contrôle de celles-ci'. Suivant cette disposition, la Défense bénéficie d'un régime de dispense pour les véhicules utilisés par les forces armées, la défense civile ou sous leur contrôle.

Elle peut organiser, dans ce cadre, au niveau national, l'accès au permis de conduire militaire pour la conduite de ces véhicules sans que cette organisation soit soumise aux conditions fixées par la Directive.

Les véhicules utilisés à d'autres fins, notamment à l'usage 'civil', resteraient soumis aux prescrits de la Directive de sorte qu'il y a lieu de s'interroger sur le respect de la réglementation européenne en matière de permis de conduire par la modification telle que proposée de l'article 27, 1^o (au même titre que l'ensemble de l'article 27, 1^o). Le Gouvernement wallon invite donc le Ministre fédéral de la Mobilité à vérifier cet élément ».

Dans le cadre de cette procédure d'association renforcée, l'auteur du projet veillera à informer le Gouvernement wallon des conclusions auxquelles aboutira la vérification ainsi demandée.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Les alinéas 4 et suivants du préambule seront revus, la communication du présent avis ayant été demandée dans un délai de 30 jours, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

DISPOSITIF

L'article 27, 1°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif au permis de conduire', dispose :

« Le candidat au permis de conduire est dispensé des examens théorique et pratique s'il répond à l'une des conditions suivantes :

1° être titulaire d'un permis de conduire militaire belge, dont la validité est attestée par les autorités militaires, à la condition que la catégorie des véhicules indiquée dans la colonne 'civiles' corresponde à celle pour laquelle la validité est demandée, conformément aux dispositions de l'article 20. Cette dispense est limitée aux catégories AM, A1, A2, A, B et B+E ».

L'article 1^{er} du projet examiné vise à étendre cette dispense à l'ensemble des catégories de véhicules, et plus particulièrement à celles des groupes C et D, rétablissant ainsi la situation qui prévalait avant la modification de l'article 27, 1°, précité par l'arrêté royal du 28 avril 2011 ¹.

La question de la conformité de la disposition en projet à la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 'relative au permis de conduire' mérite d'être posée, notamment pour ce qui concerne le respect des exigences que cette dernière impose en matière de normes relatives à l'épreuve de contrôle des aptitudes et des comportements et à l'épreuve de contrôle des connaissances, que doivent réussir les candidats au permis de conduire (article 7, paragraphe 1, et annexe II de la directive), ainsi qu'en matière de normes minimales applicables aux personnes qui font passer les épreuves pratiques de conduite (article 10 et annexe IV de la directive).

La disposition en projet ne peut en effet s'appuyer sur la possibilité de dérogation prévue par l'article 4, paragraphe 5, alinéa 2, de la directive 2006/126/CE, qui ne concerne que les « véhicules utilisés par les forces armées ou la défense civile ou qui sont sous le contrôle de celles-ci ».

S'agissant d'une extension à une dérogation existante, la disposition en projet ne peut pas davantage s'appuyer sur la règle énoncée à l'article 13, paragraphe 2, de la directive, lequel dispose qu'« aucun droit de conduire délivré avant le 19 janvier 2013 n'est supprimé ou assorti de restrictions quelconques aux termes des dispositions de la présente directive ».

¹ Arrêté royal du 28 avril 2011 'modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire', article 23, a), entré en vigueur le 19 janvier 2013.

Sauf à établir que les modalités actuelles de délivrance des permis de conduire par la Défense satisfont aux exigences de la directive 2006/126/CE, il revient à l'auteur du projet de consulter la Commission européenne, conformément à l'article 7, paragraphe 4, de cette directive ², préalablement à l'adoption de l'arrêté en projet.

*

² Lequel dispose :

« Sans préjudice des lois pénales et de police nationales, les États membres peuvent appliquer à la délivrance du permis de conduire, après consultation de la Commission, les dispositions de leur réglementation nationale concernant des conditions autres que celles visées par la présente directive ».

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

De gewestregeringen moeten nauwer worden betrokken bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp, volgens de procedure waarin artikel 6, § 4, 3°, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ voorziet.

In het kader van die procedure heeft de Waalse Regering op 7 december 2023 de volgende opmerking gemaakt:

“Le Gouvernement, après avoir pris connaissance du projet d’arrêté royal modifiant l’arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, s’interroge sur la compatibilité de l’article 27, 1°, du projet avec la Directive 2006/126/CE sur le permis de conduire.

La Directive 2006/126/CE relative au permis de conduire (article 4.5) permet d’exclure de son champ d’application, ‘les véhicules utilisés par les forces armées ou la défense civile ou qui sont sous le contrôle de celles-ci’. Suivant cette disposition, la Défense bénéficie d’un régime de dispense pour les véhicules utilisés par les forces armées, la défense civile ou sous leur contrôle.

Elle peut organiser, dans ce cadre, au niveau national, l’accès au permis de conduire militaire pour la conduite de ces véhicules sans que cette organisation soit soumise aux conditions fixées par la Directive.

Les véhicules utilisés à d’autres fins, notamment à l’usage ‘civile’, resteraient soumis aux prescrits de la Directive de sorte qu’il y a lieu de s’interroger sur le respect de la réglementation européenne en matière de permis de conduire par la modification telle que proposée de l’article 27, 1° (au même titre que l’ensemble de l’article 27, 1°). Le Gouvernement wallon invite donc le Ministre fédéral de la Mobilité à vérifier cet élément.”

In het kader van die procedure voor het nauwer betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van regelgeving moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat hij de Waalse Regering de conclusies meedeelt die uit de aldus gevraagde verificatie naar voren komen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het vierde lid en de daaropvolgende leden van de aanhef moeten worden herzien, aangezien overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, is verzocht om een advies binnen een termijn van 30 dagen.

DISPOSITIEF

Artikel 27, 1°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 ‘betreffende het rijbewijs’ luidt als volgt:

“De kandidaat voor het rijbewijs is vrijgesteld van de theoretische en de praktische examens, indien hij aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van een Belgisch militair rijbewijs waarvan de geldigheid bevestigd is door de militaire overheden, op voorwaarde dat de categorie van de voertuigen vermeld in de kolom ‘burger’ overeenstemt met deze waarvoor de geldigheid wordt aangevraagd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 20. Deze vrijstelling is beperkt tot de categorieën AM, A1, A2, A, B en B+E;”.

Artikel 1 van het voorliggende ontwerp wil die vrijstelling uitbreiden naar alle categorieën van voertuigen, meer bepaald naar voertuigen van de groepen C en D, en zo de toestand herstellen die gold voordat het voornoemde artikel 27, 1°, bij het koninklijk besluit van 28 april 2011 was gewijzigd.¹

Het verdient aanbeveling na te gaan of de ontworpen bepaling in overeenstemming is met richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 ‘betreffende het rijbewijs’, en met name of voldaan is aan de vereisten van die richtlijn betreffende normen voor het examen inzake rijvaardigheid en rijgedrag en voor het theoretisch examen waarvoor kandidaten voor een rijbewijs moeten slagen (artikel 7, lid 1, van en bijlage II bij de richtlijn), alsook betreffende minimumnormen voor personen die praktijkrijexamens afnemen (artikel 10 van en bijlage IV bij de richtlijn).

De ontworpen bepaling kan immers niet steunen op de mogelijke afwijking waarin artikel 4, lid 5, tweede alinea, van richtlijn 2006/126/EG voorziet, aangezien die afwijking enkel betrekking heeft op “voertuigen die in gebruik zijn bij of onder controle staan van de strijdkrachten of de burgerbescherming”.

Daar het om een uitbreiding van een bestaande afwijking gaat, kan de ontworpen bepaling evenmin steunen op de regel die vervat is in artikel 13, lid 2, van de richtlijn, die als volgt luidt: “Vóór 19 januari 2013 verleende rijbevoegdheden worden niet ingetrokken of op welke wijze dan ook anders gekwalificeerd door de bepalingen van deze richtlijn.”

¹ Koninklijk besluit van 28 april 2011 ‘tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge Richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs’, artikel 23, a), in werking getreden op 19 januari 2013.

Tenzij kan worden aangetoond dat de huidige regels voor de afgifte van rijbewijzen door Defensie voldoen aan de vereisten van richtlijn 2006/126/EG, dient de steller van het ontwerp de Europese Commissie te raadplegen, overeenkomstig artikel 7, lid 4, van die richtlijn,² nog voordat het ontworpen besluit wordt vastgesteld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO

² Die bepaling luidt als volgt: “Onverminderd de nationale strafrechtelijke en politieke bepalingen kunnen de lidstaten na raadpleging van de Commissie voor de afgifte van het rijbewijs nationale voorschriften laten gelden die andere dan de in deze richtlijn vervatte voorwaarden behelzen.”